

## Lettre ouverte au Gouvernement

6 novembre 2024

Michel Barnier, Premier ministre  
François Durovray, ministre chargé des Transports  
Catherine Vautrin, ministre du Partenariat avec les territoires et de la décentralisation  
Agnès Pannier-Runacher, ministre de la Transition écologique, de l'Energie, du Climat et de la  
Prévention des risques  
Antoine Armand, ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie  
Laurent Saint-Martin, ministre chargé du Budget et des Comptes publics  
Marina Ferrari, ministre chargée de l'Economie du tourisme

Les collectivités se sont engagées avec détermination dans des politiques cyclables soutenues par un Plan vélo pluriannuel ambitieux. Aujourd'hui, l'Etat leur coupe l'herbe sous le pied en plein élan, à 18 mois d'échéances électorales stratégiques.

L'appui de l'Etat est déterminant tant pour le soutien financier que pour légitimer cette politique auprès des citoyens. Tout retour en arrière est inenvisageable.

Il y a rupture de confiance. C'est pourquoi nous vous demandons de dégager des marges de manœuvre concrètes pour poursuivre le soutien promis :

- Répondre aux 400 territoires qui attendent depuis 2023 de savoir si leurs projets sont retenus.
- Lancer une deuxième cohorte de territoires peu denses démonstrateurs. Cette dynamique essentielle ne doit pas non plus être rompue.

Non, les infrastructures cyclables ne relèvent pas que du local : elles ont besoin du soutien national pour rejoindre le peloton de tête des pays cyclables européens, nous en sommes loin !

La suppression pure et simple d'une politique publique prometteuse, efficace et nécessaire est juste totalement inacceptable.

**ELUES ET ELUS DE LA COMMUNE A LA REGION, SIGNEZ LA LETTRE OUVERTE**